

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 17 No 5
Août 2015

"Accélérer l'Industrialisation des Économies de la SADC, grâce à la Transformation de Ressources Naturelles et l'Amélioration des Ressources Humaines"



Sommet SADC Nouvel élan pour l'intégration

par Joseph Ngwawi

LES DIRIGEANTS de l'Afrique Australe se sont réunis au Botswana en août afin de discuter des mesures à prendre pour renforcer l'intégration régionale suite à l'adoption en avril d'un plan d'aménagement, d'une Stratégie SADC pour l'Industrialisation et d'un Plan d'Action.

Le 35^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC eut lieu du 17 au 18 août à Gaborone, ce fut la première fois que des dirigeants de l'Afrique Australe se réunissaient depuis le Sommet Extra-Ordinaire tenu à Harare, Zimbabwe en avril qui approuva la version révisée du Plan Indicatif Régional de Développement Stratégique (RISDP) 2015-2020 ainsi que la stratégie d'industrialisation et son plan d'action.

La version révisée du RISDP 2015-2020 est supposée guider la mise en œuvre des programmes SADC durant les cinq prochaines années et est composée de quatre zones prioritaires:

- Développement Industriel et Intégration des Marchés;
- Infrastructure en Soutien à l'Intégration Régionale;
- Coopération en matière de Paix et Sécurité comme condition préalable pour l'intégration régionale; et
- Programmes Spéciaux de dimension régionale.

L'envergure et l'objectif du RISDP Révisé demeurent inchangés de ceux du document original, excepté que l'emphase a été placée sur le réalignement des priorités existantes avec l'allocation des ressources en termes de leur importance relative et d'un plus grand impact sur l'intégration régionale, y compris la pré-alimentation de l'industrialisation.

L'objectif du RISDP révisé est de renforcer l'intégration régionale dans la SADC et de fournir aux États Membres de la SADC un programme consistant et compréhensif de politique économique et sociale à moyen terme. Il fournit également au Secrétariat et autres institutions de la SADC un aperçu précis des politiques économiques et sociales homologuées de la SADC et des priorités.

Une des questions clés débattue au Sommet fut la méthode de financement du RISDP Révisé. Le plan directeur révisé reconnaît les contributions des États Membres, l'assistance officielle au développement, l'investissement local et étranger et les Partenariats Publics Privés (PPP) en tant que sources stratégiques de financement pour l'exécution du RISDP.

Un nombre de stratégies sont proposées pour construire sur les initiatives existantes ainsi que d'établir des approches innovatrices de mobilisation de ressource.

Celles-ci incluent l'opérationnalisation du Fond pour le Développement Régional de la SADC, l'institutionnalisation de mécanismes d'autofinancement, la promotion de partenaires de développement non-traditionnel tels les BRICS dans le contexte d'une coopération Sud-Sud, la promotion des PPPs pour le développement et le financement de l'infrastructure, et en adoptant des politiques et des instruments qui minimisent le problème du niveau élevé de fuite de capitaux, y compris les flux financiers illicites, de la région.

L'ordre du jour du sommet comprenait une discussion sur la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'Action d'Industrialisation de la SADC développés suite à la décision du 34^{ème} Sommet Ordinaire tenu en août 2014 aux Chutes Victoria, Zimbabwe.



POLITIQUE	3
INFRASTRUCTURE	4
COMMERCE	5
ÉNERGIE	6-7
LES RÉUSSITES DE LA SADC	8-9
SOMMET	10-11
TECHNOLOGIE	12
FINANCE & INVESTISSEMENT	13
PAIX & SÉCURITÉ	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16



Sommet SADC Nouvel élan pour l'intégration



L'orientation primaire de la stratégie et du plan d'action est la nécessité d'une transformation structurelle de la région SADC au moyen de l'industrialisation, la modernisation, la réhabilitation et une plus grande intégration régionale.

L'élan stratégique est un passage de la dépendance sur les ressources et la main d'œuvre à bas prix pour augmenter l'investissement et renforcer la productivité de la main d'œuvre et du capital.

La stratégie envisage des changements substantiels quantifiés dans la structure industrielle, la production industrielle, l'exportation, en particulier ceux des catégories de moyenne et haute technologie, tout en doublant l'emploi industriel.

Le sommet a pris note de la nécessité d'explorer des moyens durables de financement des programmes de la SADC, en particulier la mise en œuvre du RISDP Révisé et la Stratégie d'Industrialisation. A cette fin, le Sommet a chargé le Conseil de finaliser le travail en cours sur les sources alternatives de financement et de soumettre un rapport au prochain Sommet Ordinaire.

Le Sommet a résolu d'échelonner la mise en place de l'infrastructure régionale comme facilitateur essentiel à l'intégration économique en soutien à l'industrialisation. (voir page 4)

Le lancement historique de la Zone de Libre Échange Tripartite (ZLET), le marché intégré le plus large couvrant 27 pays en Afrique de l'est et australe, fut une autre question thématique au Sommet, en particulier comment la région de la SADC peut profiter du marché élargi.

Composée du Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CEAC) et la SADC, la ZLET fut inaugurée le 10 juin à Sharm El Sheik, en Égypte et a une population combinée de 600 millions de personnes couvrant la moitié des états membres de l'Union Africaine (UA) et un PIB combiné d'environ US\$1 trillion.

Un total de 16 pays ont signé l'accord pour lancer la grande ZLE.

Huit d'entre eux se situent dans la SADC, il s'agit de l'Angola, la République Démocratique du Congo (RDC), le Malawi, la Namibie, le Swaziland, Les Seychelles, la République Unie de la Tanzanie et le Zimbabwe. On attend de tous les pays inclus dans la ZLET de signer l'accord dans un délai d'un an.

L'établissement de la ZLE Tripartite est une étape décisive vers l'accomplissement de la vision africaine d'établir une Communauté Économique Africaine telle qu'envisagée dans le Plan d'Action de Lagos et l'Acte Final de Lagos en 1980, le Traité d'Abuja de 1991 ainsi que la Résolution du Sommet de l'Union Africaine tenue à Banjul, Gambie en 2006. (voir page 5)

Les décisions de la session des Ministres de l'Énergie de la SADC tenue en juillet en Afrique du Sud, furent transmises au Conseil des Ministres puis au Sommet, y compris un plan détaillé sur comment la région pourrait exploiter pleinement son vaste potentiel énergétique afin de satisfaire à la croissance de la demande. (voir page 6,7)

La sécurité alimentaire fut une autre question thématique figurant au Sommet dans le contexte d'une pauvre récolte pendant la saison agricole de 2014-2015 et la menace de sécheresse provoquée par les conditions du phénomène El Niño durant la prochaine saison à venir.

Selon le Réseau du système d'alerte rapide aux risques de famine (FEWSNET), les prévisions régionales indiquent qu'il a 90 pourcent de chance de phénomène El Niño durant la saison des pluies 2015-16 et 40 pourcent de chance que des zones de l'Afrique Australe subissent des pluies inférieures à la normale provoqués par le phénomène El Niño.

Les zones affectées pourraient connaître un retard de la saison des pluies, menant à un ensemencement tardif, et potentiellement une superficie réduite.

Le 35^{ème} Sommet a également pris la mesure des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Protocole de la SADC sur le Genre et le Développement, puisque certains objectifs sont alignés sur les

Objectifs de Développement de l'ONU pour le Millénaire (ODM) qui expirent cette année. Le programme de développement post-2015 sera discuté en septembre dans le cadre de l'Assemblée Générale de l'ONU à New York.

Le Sommet "a pris note des progrès réalisés en ce qui concerne la représentation des femmes dans les postes politiques et décisionnels et a félicité les États Membres qui ont atteint une forte représentation féminine aux niveaux Exécutif, Législatif et Judiciaire, et autres postes supérieurs dans le secteur public et privé" et a exhorté les États Membres à adopter des mesures pour "améliorer et maintenir ces accomplissements".

Un autre point à l'ordre du jour pour le Sommet fut une révision de la situation de paix et sécurité dans la région, avec le Président sud-africain Jacob Zuma présentant un rapport sur les efforts pour aborder les problèmes politiques au Lesotho et un compte-rendu sur l'instabilité dans la partie est de la RDC.

Le Sommet a pris note de "la forte amélioration de la sécurité en RDC, associée au renforcement des capacités opérationnelles du FARDC et du besoin de soutenir la réduction progressive des troupes de la MONUSCO en RDC."

Le Sommet a également exhorté la Communauté Internationale à soutenir l'administration des Camps de Transit en RDC, et de faciliter la repatriation au Rwanda des ex-combattants ou de leur réinstallation dans un tiers pays.

Zuma est le président sortant de l'Organe de la SADC chargé de la Coopération en matière de Politique, Défense et Sécurité qui était responsable de la médiation dans les problèmes politiques du Lesotho.

Suite à son rapport, le Sommet a exhorté le Gouvernement du Royaume du Lesotho, et tous les partis politiques et intervenants clés de développer d'urgence un plan d'action pour appliquer les réformes du secteur Constitutionnel et de Sécurité, et à cet égard de s'engager à continuer de soutenir le Royaume du Lesotho.

Le Sommet a ré-affirmé les Termes de Référence adoptés de la Commission d'Enquête

et a fortement encouragé le Gouvernement du Royaume du Lesotho à les publier lorsqu'ils seront approuvés.

Le Sommet a également invité le Gouvernement de Madagascar et tous les intervenants politiques clés à sauvegarder les accomplissements réalisés dans l'éducation et la réconciliation nationale en mettant en œuvre dans sa totalité le plan d'action de la SADC pour Madagascar.

Conscient du fait que le Terrorisme est une menace globale et que la région a besoin d'avoir une approche commune et coordonnée pour prévenir et combattre les actes de terrorisme international et domestique, le Sommet a approuvé la Stratégie Régionale de la SADC Contre le Terrorisme.

Le Sommet a endossé les appels internationaux pour que le Royaume Uni mette promptement fin à son occupation illégale de l'Archipel des Îles Chagos, y compris Diego Garcia, avec en vue de permettre à l'Île Maurice d'efficacité exercer sa souveraineté sur l'Archipel, sans laquelle la totale décolonisation de l'Afrique n'est pas complète.

Le Sommet a félicité les populations et les gouvernements des six États Membres de la SADC, notamment le Botswana, le Lesotho, l'Île Maurice, le Mozambique, la Namibie et la Zambie d'avoir organisé au cours de l'année des élections libres, justes et crédibles pendant l'année passée.

Les nouveaux dirigeants récemment élus du Lesotho, Mozambique, Namibie et Zambie ont prononcé leurs discours d'introduction lors du 35^{ème} Sommet de la SADC, et Président Jakaya Kikwete a prononcé son discours d'adieu à ses homologues dirigeants de la SADC puisque c'était le dernier Sommet auquel il participait en tant que Président de la République Unie de Tanzanie. (voir page 10,11)

Le Sommet a chargé le Secrétaire de développer un mécanisme afin d'honorer l'héritage des Pères Fondateurs de la SADC, à soumettre pour considération au prochain Sommet Ordinaire. □

Les Ministres de la SADC évaluent les progrès du programme sur la question des eaux

LES MINISTRES responsables des eaux se sont réunis à Harare, Zimbabwe en juin afin d'évaluer les progrès et fournir orientation et directives pour l'exécution de la troisième phase du Plan d'Action Stratégique Régionale (RSAP III) sur le Développement et la Gestion Intégrée des Ressources Hydriques.

Le RSAP est une structure pour action afin de parvenir au développement durable des ressources hydriques dans la région de l'Afrique australe en développant les infrastructures hydriques sur la base d'une gestion et gouvernance fermes des eaux.

Le premier RSAP fut mis en œuvre de 1999 à 2004 et se concentrait sur la création d'un environnement favorable pour la gestion commune des ressources régionales en eau.

Il visait à fournir la base institutionnelle pour l'exécution des projets d'infrastructure et des initiatives de développement connexes.

La deuxième et troisième phases mises en œuvre de 2005 à 2010, et entre 2011 et 2015 respectivement, portent sur le développement de l'infrastructure des eaux.

Les ministres ont noté que l'exécution du troisième programme des eaux, RSAP III, continue d'enregistrer des progrès remarquables malgré les difficultés de capacité en ressource humaine au niveau du Secrétariat.

Les États Membres de la SADC furent exhortés à continuer à faciliter la mise en œuvre des programmes retardataires.

Les programmes couvrent l'approvisionnement en eau et l'assainissement, le système d'observation du cycle hydrologique, la gestion des eaux souterraines, les projets de démonstration de Gestion Intégrée des Ressources Hydriques (IWRM), ainsi que les initiatives transfrontalières communes, la sensibilisation et la

communication sur la gestion des ressources hydriques, les cours d'eau communs, le renforcement de capacité dans la gestion des ressources hydriques, l'adaptation au changement climatique et la connaissance indigène en ce qui concerne les prévisions.

Les consultations sur des points à inclure dans le RSAP IV sont en cours dans le cadre des Semaines Nationales de la SADC sur la Question de l'Eau, qui à ce jour, a eu lieu dans 11 des 15 États Membre de la SADC.

Les Semaines sur la Question de l'Eau pour les pays restants sont prévues pour juillet.

À la réunion, les ministres examineront et approuveront le projet de structure et le contenu de la quatrième phase du RSAP qui est en cours de développement, et chargeront le Secrétariat de la SADC de finaliser la stratégie en collaboration avec les membres de la Commission Technique des Ressources Hydriques.

L'objectif principal de la quatrième phase du RSAP, qui durera de 2016 à 2020, est de débloquent le potentiel pour que l'eau joue son rôle en tant que moteur et catalyseur pour le développement socio-économique au moyen de la gestion et du développement d'infrastructure hydrique.

Le RSAP IV soutiendra l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'énergie hydraulique, la sécurité alimentaire, et les catastrophes d'origine hydrique avec pour ultime objectif de contribuer à la paix et la stabilité, l'industrialisation, l'intégration régionale et l'éradication de la pauvreté.

Les ministres ont examiné et approuvé la liste suivante des domaines d'intervention prioritaires pour le secteur des eaux pour l'année budgétaire et de planification 2016/17:

- Faciliter la mise en œuvre

du Programme Régional de Développement d'une Infrastructure Hydrique telle que décrite dans le Plan Directeur pour l'Infrastructure Régionale;

- Faciliter et appuyer la gestion intégrée de ressource hydrique;
- Faciliter la mise en place des semaines aquatiques sur la qualité des eaux, les marais, comme faisant parties du RSAP IV;
- Soutenir les états insulaires et autres zones côtières de la SADC pour traiter les questions relatives aux eaux douces et salées;
- Faciliter et soutenir l'affermissement et l'établissement des organisations de bassin

riverain;

- Faciliter le développement d'options de financement des eaux et d'initiatives sur l'économie de l'eau du RSAP IV; et
- Promouvoir la mise en place de l'eau en tant qu'instrument régional pour la coopération.

Le Conseil des Ministres de la Commission des Cours d'Eau du Zambèze fut organisé de manière à coïncider avec la session des Ministres des Eaux de la SADC le 29 et 30 juin à Harare.

La dernière session des Ministres de Eaux de la SADC eut lieu à Luanda, Angola en 2013 et le Botswana est supposé accueillir la prochaine session en 2016. □

Domaines d'Interventions/programme clés pour le RSAP IV

CERTAINS DES domaines clés d'intervention reçus de 11 pays de la SADC qui ont déjà mené les consultations des Semaines sur la Question de l'Eau incluent ce qui suit:

- Approvisionnement en eau et assainissement, et hygiène, y compris les droits humains pour l'accès à l'eau;
- Gestion des ressources hydriques (en surface et souterraines);
- Gestion des Eaux Environnementales couvrant la qualité des eaux, le service environnemental des eaux, la protection des marais, les plantes aquatiques, l'intrusion saline, la protection de l'écosystème marin;
- Affermissement et établissement des organisations de bassin riverain;
- Instruments régionaux pour la coopération (ex: directives ou procédures pour l'application de protocole, directives pour la qualité des eaux de rivière);
- Développement, opérations et entretien des infrastructures hydriques (mobilisation de ressources pour les grandes infrastructures, préparation de projet, projets pilotes transfrontaliers, pilotes IWRM);
- Économie et Finance de l'Eau;
- Renforcement de capacité et développement de recherche;
- Communication, création de la sensibilisation et participation des parties prenantes;
- Changement et variation climatique (interventions de soutien visant à améliorer la résilience des communautés de l'impact des sinistres d'origine hydrique, ex: inondations, sécheresses et intrusion saline);
- Intégration de la connaissance indigène;
- Interventions de nature Marine/Maritime; et
- Programme Régional de la Jeunesse sur la question de l'Eau □



INFRASTRUCTURE

La SADC présente la région en Chine, cherche des investissements pour l'infrastructure

par Kizito Sikuka

L'AFRIQUE AUSTRALE a présenté son plan de plusieurs milliards de dollars pour le développement d'infrastructure à des bailleurs potentiels en Chine – pays désormais en tête pour ce qui est d'investir en Afrique.

Durant la décennie passée ou presque, les investissements chinois en Afrique ont augmenté, en dépit d'une baisse généralisée des investissements étrangers sur le continent par quelques partenaires traditionnels en raison d'une combinaison de facteurs, y compris les ressources réduites causées par la récession globale financière et économique de 2008-9.

Selon le récent livre blanc publié en 2013 sur la coopération économique et commerciale sino-africaine, l'investissement Chinois en Afrique a rapidement augmenté de US\$1,44 milliards en 2009 à US\$2,52 milliards en 2012.

De surcroît, plusieurs accords visant le développement de l'infrastructure ont été signés pour stimuler le partenariat sino-africain en plein essor.

Une de ces transactions, plébiscitée par la présidente de la Commission de l'Union Africaine (AU) Dr Nkosazana Dlamini-Zuma comme "projet le plus substantiel que l'UA ait jamais eu à signer avec un partenaire," est une affaire de transport continental signée en début d'année pour développer des voies routières, ferroviaires et aériennes dans le but de connecter les villes à travers le continent.

A ce jour, la voie la plus rapide pour voyager d'un bout à l'autre de l'Afrique peut impliquer des connexions aériennes passant par l'Europe, bien qu'il soit possible de connecter directement.

Pour compléter cette coopération, ainsi que d'attirer une portion importante de l'investissement chinois dans la région, la SADC a présenté son plan de développement d'infrastructure aux investisseurs chinois lors d'un récent Séminaire SADC-Chine tenu à Beijing.

Le séminaire fait suite au succès de deux autres conférences sur l'investissement organisées en 2013 à Maputo, Mozambique et à Londres, Royaume Uni pour attirer les investisseurs pour le programme d'infrastructure de la SADC.

A ces réunions, divers projets d'infrastructure dans six secteurs prioritaires, notamment l'énergie, le transport, les télécommunications, le tourisme, la météorologie et l'eau, furent présentés à des bailleurs potentiels.

Les projets font parties du Plan Directeur de la SADC pour le Développement d'une Infrastructure Régionale (RIDMP) approuvé par les dirigeants de la SADC lors du 32^{ème} Sommet Ordinaire tenu en août 2012 à Maputo.

Le RIDMP est un plan d'action de 15 ans qui guidera la mise en œuvre des projets d'infrastructure transfrontalière entre 2013 et 2027 sur trois intervalles quinquennaux, avec la première phase couvrant la période de 2012 à 2017 et pour un coût d'environ US\$64 milliards dans l'investissement.

Les second et troisième intervalles couvriront respectivement les périodes 2017-2022 et 2022-2027, avec une proposition d'investissement total entre US\$428 milliards et US\$558 milliards.

Durant le séminaire chinois sur l'investissement, une attention plus poussée sera

accordée sur la présentation des principaux projets prioritaires contenus dans le plan d'action à court terme couvrant la période 2012-2017 et en particulier ces projets des secteurs de l'énergie, transport et eau.

L'objectif pour le secteur de l'énergie est d'aborder les quatre domaines clés sur la sécurité de l'énergie, améliorer l'accès aux services d'énergie moderne, puiser dans les abondantes ressources d'énergie sur le continent et accroître l'investissement financier tout en renforçant la durabilité environnementale.

Les projets prioritaires sur l'énergie prévus pour exécution d'ici 2017 comprennent la construction du Projet de l'Interconnecteur de ZiZaBoNa reliant le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie, ainsi que l'établissement de l'Interconnecteur Namibie-Angola qui connectera ce dernier au Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP).

Tous les pays continentaux de la SADC, excepté l'Angola, le Malawi et la République Unie de Tanzanie, sont interconnectés au réseau régional à travers le SAPP, leur permettant ainsi de commercer en électricité.

En ce qui concerne le secteur de l'eau, le plan RIDMP à court terme donne priorité au renforcement des institutions; préparation de projets bancaables stratégiques pour le développement d'une infrastructure

hydrique; augmenter le stockage de l'eau pour préparer la résilience contre le changement climatique; améliorer l'accès à l'eau potable, et

renforcer les installations sanitaires pour les citoyens de la SADC.

En ce qui concerne le plan du secteur du transport, le focus est sur une régulation effective des services de transport; la libéralisation des marchés du transport; le développement de corridors et facilitation du mouvement transfrontalier; construction de connexions de transport régional manquants; et harmonisation des systèmes de données de la sécurité routière.

Les projets prioritaires de transport seront exécutés d'ici 2017 dont ceux qui visent l'expansion, la réhabilitation et la modernisation des ports de Durban et de Walvis Bay; de nouvelles connexions routières reliant l'Angola et la République Démocratique du Congo (RDC); et l'introduction d'un poste frontière unique à Beitbridge entre l'Afrique du sud et le Zimbabwe.

"L'objectif de la conférence était de présenter plusieurs projets bancaables et ceux en préparation pour considération et la possibilité de financement," explique le Secréariat de la SADC dans une déclaration.

Le Séminaire SADC-Chine sur l'Investissement dans l'Infrastructure tenu le 9 juillet fut organisé par le Secréariat de la SADC en collaboration avec le Comité SADC des Ambassadeurs à Beijing, et la Chambre Sino - Africaine Commune du Commerce et de l'Industrie. sardc.net



La SADC se charge du Groupe de Travail Tripartite

LA SADC PRÉSIDE le Groupe de travail Tripartite pour la période en cours, et l'une de ses tâches principales est de superviser la mise en œuvre rapide de tous les programmes d'intégration par les trois blocs économiques régionaux – COMESA-EAC-SADC.

Le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a succédé à la présidence tournante en juillet après le Secrétaire Général du COMESA, Sindiso Ngwenya.

Prenant la parole juste après avoir assumé la présidence, Dr

Tax exhorta les membres tripartites à garantir que la ratification de la Zone de Libre Échange Tripartite par la majorité des États Membres soit diligemment terminée afin que l'accord puisse entrer en vigueur.

"Il est clair que ces processus soient excessivement retardés, ceci pourrait avoir des implications sur la promesse et le potentiel de ce grand projet, non seulement pour la région tripartite mais également pour la ZLE Continentale," déclara t-elle, ajoutant qu'il est temps de

mobiliser également les ressources requises pour soutenir entièrement l'accord tripartite.

La vision du COMESA-EAC-SADC d'établir un marché unique pour 27 pays, couvrant la moitié des états membres de l'Union Africaine, s'est réalisée en juin suite à la signature de l'Accord ZLET et la Déclaration Politique lors du 3^{ème} Sommet Tripartite tenu le 10 juin à Sharm El Sheik, Égypte. □



"La Signature de la ZLE Tripartite n'est pas la fin des CERs"

LA SIGNATURE historique de la Zone de Libre Échange Tripartite par le COMESA-EAC-SADC ne signale pas la fin des blocs économiques régionaux individuels, mais vise à intensifier l'intégration en Afrique de l'est et australe.

Ce nouvel arrangement aborde également certaines des inconsistances commerciales et les coûts dans l'intégration régionale comme un résultat des adhésions multiples puisque la majorité des pays en Afrique de l'est et australe appartiennent à plus d'une Communauté Économique Régionale (CER). La charte montre l'adhésion multiple de certains des pays de la région.

Les CERs continueront avec leurs programmes actuels dans les États Membres jusqu'à ce qu'elles atteignent leur phase finale de fusion tel que stipulé dans le plan d'action tripartite.

Le Secrétaire Général du COMESA, Dr Sindiso Ngwenya expliqua que chaque CER

progressera vers l'intégration dans ses programmes et projets dans les divers États Membres.

"Nous continueront à travailler comme d'habitude car la signature de l'accord ZLE ne signifie pas la fin des CERs individuelles" dit-il, ajoutant que "nous continuerons nos opérations et nous nous consulterons jusqu'à ce que toute la logistique soit mise en place."

Selon le Traité établissant la ZLE Tripartite, la fusion des trois CERs sera la phase finale du processus d'intégration tripartite.

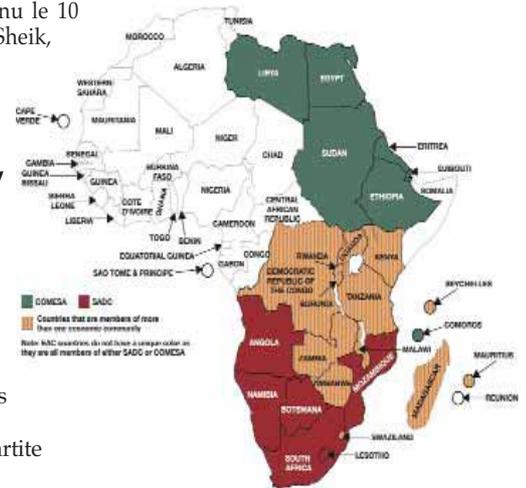
Le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax en convint, disant que tandis que chaque CER retient ses prérogatives de contrôle, œuvrer ensemble est essentiel pour intensifier l'intégration parmi les nations africaines.

"COMESA, EAC et SADC ont des programmes et projets similaires qui peuvent être mis en œuvre et seront exécutés, il est donc logique que nous continuions à travailler ensemble puisque nous cherchons à accomplir les mêmes objectifs," dit-elle.

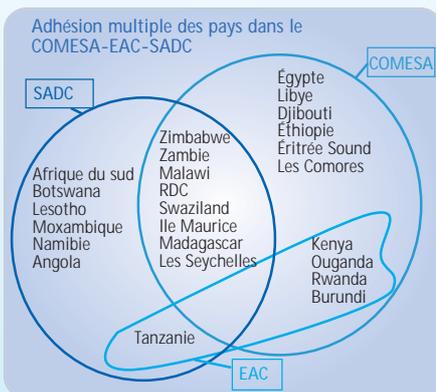
"Le programme d'intégration que les trois CERs sont chargées de mettre en

place est l'unique planche de salut du continent africain. Il fournira les emplois si nécessaires, grâce aux projets développementaux dans lesquels la tripartite s'est embarquée."

A cet égard, l'Arrangement Tripartite n'est pas une structure juridique, ni une nouvelle CER. Cependant, c'est une tentative de fusion de toutes les CERs africaines dans la Communauté Économique



Africaine selon les visions et objectifs du Plan d'Action de Lagos, le Traité d'Abuja et la Déclaration Sirte ainsi que l'Acte Constitutif de l'UA. □

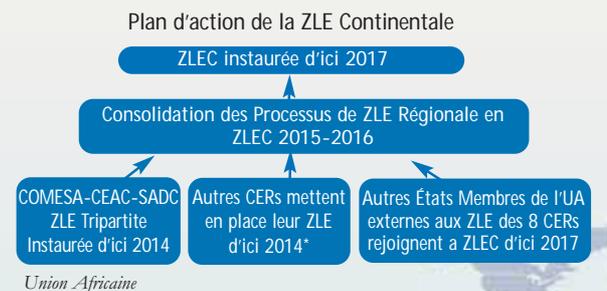


L'Afrique commence les négociations pour la ZLE Continentale

LES NÉGOCIATIONS pour l'établissement d'une zone de libre échange à échelle continentale ont commencé en juin alors que l'Afrique vise à accomplir une telle étape d'ici 2017.

La création d'une ZLE Continentale cherche à promouvoir la libre circulation des biens, des services et des personnes à travers le continent, avec un marché combiné de plus de 50 pays africains, une population excédant le milliard et un PIB de plus de US\$3,4 trillions.

Intégré e dans la stratégie pour y parvenir, la ZLE Continentale est supposée évoluer à partir des ZLEs existantes au sein des blocs économiques sous-régionaux, tels que la ZLE Tripartite impliquant le COMESA-EAC-SADC. Le Tableau montre le plan d'action de la ZLE Continentale.





Accroître l'usage de l'énergie renouvelable dans la SADC

LA RÉGION de la SADC dispose de nombreuses sources d'énergie renouvelable, notamment hydroélectriques, solaires, gazières et éoliennes, qui si pleinement exploitées et utilisées pourraient soulager la situation énergétique dans la région.

La Banque Africaine de Développement estime que le potentiel total d'hydroélectricité dans les pays de la SADC est d'environ 1 080 térawatt/ heures par an (TWh/an) mais la capacité actuellement utilisée est tout juste en dessous de 31 TWh/an. Un térawatt est égal à un million de mégawatts (MW).

Ainsi les ministres de l'énergie de la SADC ont approuvé l'établissement du Centre SADC pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité Énergétique (SACREEE) pour mener la promotion du développement de l'énergie renouvelable dans la région.

Le centre, qui sera basé en Namibie, est supposé contribuer substantiellement au développement de marchés régionaux pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique grâce au partage de connaissances et au conseil technique sur la politique et la réglementation, la coopération technologique, et le développement de capacité, ainsi que la promotion de l'investissement.

Une augmentation dans l'adoption des énergies renouvelables permettra à la région d'accomplir une combinaison d'énergie renouvelable d'au moins 32 pourcent d'ici 2020, et qui devrait atteindre 35 pourcent d'ici 2030. Actuellement, la SADC génère environ 74 pourcent de son électricité à partir de centrales thermales. □

"Il est temps d'aborder la situation"

L'ÉLECTRICITÉ EST problème commun. Que ce soit à Johannesburg ou une banlieue de Gaborone, Harare, Windhoek, ou toute autre ville en Afrique australe, il est presque certain qu'elles sont sujettes aux coupures d'électricité.

Depuis plus d'une décennie, la région SADC est, en raison de son augmentation, confrontée aux problèmes de satisfaction de la demande en électricité, obligeant la majorité des pays à mettre en place des programmes de Maîtrise de la Demande en Énergie (MDE) tels que le délestage.

Bien que le délestage ait réussi à restreindre la demande générale en électricité dans la région, la mesure a également affecté la croissance socio-économique puisque la disponibilité de l'énergie est l'un des facilitateurs clés du développement durable, et est essentielle au programme d'industrialisation.

D'où la question, que fait la SADC pour pallier à ce problème commun et garantir que la région ait suffisamment d'électricité pour alimenter son développement?

Améliorer le commerce transfrontalier en électricité

LE COMMERCE transfrontalier en électricité dans la SADC est facilité par le Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP), et le commerce permet aux pays d'acheter et vendre de l'électricité à travers un réseau existant de lignes de transmission et de centrales auxiliaires de transmission.

Ceci permet l'échange d'électricité à partir des pays qui ont un surplus énergétique à ceux qui subissent des déficits. Tous les pays SADC du continent, excepté l'Angola, le Malawi et la Tanzanie, sont interconnectés au réseau régional par le biais du SAPP.

Pour garantir que tous les pays bénéficient

de cette initiative, la région a résolu d'accélérer l'exécution de projets prioritaires pour une transmission régionale de manière à connecter les trois pays restants au réseau régional.

Ces projets impliquent l'inter-connecteur Zambie-Tanzanie-Kenya, l'Inter-connecteur Namibie-Angola et l'Inter-connecteur Malawi-Mozambique.

L'Inter-connecteur Zambie-Tanzanie-Kenya reliera la Tanzanie et le Kenya au réseau du SAPP, et finalement connectera le SAPP au Pool Énergétique de l'Afrique de l'Est, améliorant de ce fait le commerce énergétique en Afrique australe et de l'est.

L'inter-connecteur Malawi-Mozambique permettra au Malawi d'accéder au marché régional en passant par le réseau interconnecté du Mozambique avec le Zimbabwe et l'Afrique du sud.

En ce qui concerne l'Inter-connecteur Namibie-Angola, ce dernier sera connecté au SAPP par la Namibie.

Les ministres ont également demandé pour la finalisation des projets de transmission Zimbabwe-Zambie-Botswana-Namibie (ZiZa-

BoNa) et Mozambique-Zimbabwe-Afrique du Sud (MoZiSA), qui allègeraient la congestion sur le réseau régional et facilitera un plus grand commerce en électricité.

Introduction de la technologie d'économie énergétique

Les ministres ont demandé une augmentation des programmes de Maîtrise de la Demande en Énergie (MDE) qui permettent à la région d'aborder ses problèmes d'électricité à court terme, tout en mobilisant des ressources pour développer de nouveaux projets de génération d'énergie qui ajouteront plus d'électricité au réseau régional.

Le programme MDE se compose de la suppression progressive des ampoules incandescentes, en les remplaçant par des Lampes Fluorescentes Compacts (CFLs), des Diodes Électroluminescentes (LEDs), ainsi que des installations de chauffe-eaux solaires.

Les recherches montrent que l'éclairage résidentiel compte pour environ 20 pourcent de la moyenne des factures d'électricité domestique dans la région SADC.





Accélérer la mise en œuvre des projets de production d'énergie

CETTE ANNÉE seulement, la région prévoit de commander un total de 2 763 mégawatts (MW) d'électricité nouvelle pour le réseau régional. La plus grande partie de l'énergie proviendra de l'Afrique du Sud qui contribuera 1 828MW tandis que la République Démocratique du Congo est supposée ajouter 430MW de plus.

Le Mozambique, la République Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe sont supposés ajouter un supplément de 205MW, 150MW, 135MW et 35MW, respectivement.

D'ici 2019, la région prévoit d'avoir commandé un total énorme de 24 062MW, permettant à la SADC de se remettre complètement de la crise énergétique. De plus, pour accroître la production énergétique, la région est également en train de réhabiliter plusieurs centrales énergétiques afin de garantir qu'elles fonctionnent à pleine capacité. □

Production de l'énergie dans la région "

"Nous avons mis en place une variété de mesures visant à aborder la situation de l'électricité dans la région," expliqua Moses Ntlamelle, Administrateur de Programme responsable de l'Énergie au niveau du Secrétariat de la SADC.

Certaines des mesures furent discutées et approuvées durant la 34^{ème} Session des Ministres de l'Énergie de la SADC tenue fin juillet à Johannesburg, Afrique du Sud.

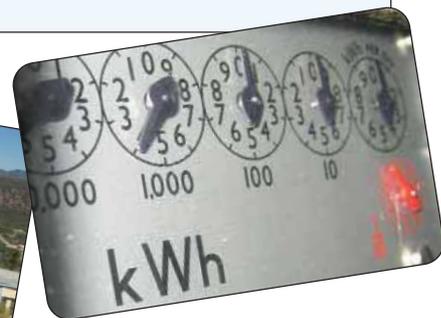
Cette édition de *L'Énergie en Afrique Australe* profile certaines des décisions prises par les ministres pour aborder la situation de l'électricité dans la région. Les décisions des ministres de l'énergie furent transmises au Conseil des Ministres de la SADC pour approbation finale avant le Sommet 2015 organisé à Gaborone, Botswana en août. □



Passer de l'usage d'ampoules traditionnelles aux lampes fluorescentes compactes est efficace dans la plupart des pays de la SADC puisqu'ils ont beaucoup réduit leur consommation d'électricité.

Les CFLs économisent jusqu'à 80 pourcent de la consommation d'électricité, comparé aux ampoules incandescentes. Selon la SADC, entre 2010 et 2014, environ 4 561MW ont été économisés à partir des initiatives DME dans la région.

On anticipe que d'ici 2018, la région SADC économisera plus de 6 000MW si de telles initiatives sont exécutées comme prévues. Par conséquent, la SADC a convenu de supprimer les ampoules incandescentes et autres dispositifs d'éclairage inefficaces et de les remplacer par des ampoules éco-énergétiques de qualité, et homologuées d'ici le 31 décembre 2016.



produire un kWh d'électricité en utilisant les centrales électriques au charbon.

On considère que de tels tarifs ne fournissent pas les signaux adéquats pour de nouveaux investissements et l'usage efficace de l'électricité.

"Les ministres ont remarqué que 12 des 15 États Membres de la SADC ont introduit une surveillance réglementaire au moyen d'une agence régulatrice de l'énergie ou de l'électricité et que les États Membres restants sont à des phases différentes du processus," explique une déclaration publiée par les ministres de l'énergie de la SADC.

Seules la Namibie et la Tanzanie ont atteint le système de tarifs prévisibles, et par conséquent les ministres ont ajusté le délai de leur décision précédente et ont réaffirmé leur engagement pour garantir que la Région SADC parvienne à adopter le système complet de tarification prévisible d'ici 2019.

Le Malawi est supposé accueillir la prochaine session des Ministres de l'Énergie de la SADC en 2016. □

Vers des Tarifs SADC prévisibles

Une autre mesure importante concerne le rétablissement des réglementations sur l'électricité par la région dans le but d'attirer les investissements dans le secteur.

La SADC a adopté le principe de tarifs prévisibles depuis 2004. Cependant, la majorité des pays ne réussissent pas à migrer vers des tarifs prévisibles en électricité en raison des difficultés rencontrés sur l'augmentation des tarifs locaux dans le but de protéger les consommateurs.

Une récente étude menée par l'Association Régionale des Régulateurs d'Énergie de l'Afrique Australe montre que le secteur de l'énergie de la région n'est pas autonome.

Par exemple, la génération d'hydroélectricité – qui est la méthode la plus commune de production d'énergie dans la région – coûte entre 6 et 8 US centimes pour produire un kWh alors qu'il coûte en moyenne 7,5 US centimes pour

COMMERCE Faciliter le commerce, réduire les délais et les coûts

UNE DES principales réussites de l'intégration régionale en Afrique est l'initiative du Poste Frontière Unique (OSBP) qui fut inaugurée en novembre 2009 à la frontière de Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe.

L'établissement de l'OSBP de Chirundu est conforme au Protocole SADC sur le Commerce ratifié en 2000, qui entre autre plaide pour l'élimination des barrières au commerce et l'assouplissement des procédures de douanes et de transit.

Dans le cadre du plan poste frontière unique, les procédures d'immigration et de douanes sont effectuées une seule fois dans chaque direction, contrairement à la situation où dans la majorité des postes frontières de la région, la documentation doit être complétée des deux côtés.

Ce développement bénéficie énormément aux voyageurs traversant entre les deux pays.

Il fallait entre quatre et six jours aux camions commerciaux pour traverser la frontière de Chirundu, cependant depuis l'introduction de l'initiative de poste frontière unique, le délai de traversée a été réduit à moins de 30 heures en moyenne. Les véhicules pré-dédouanés peuvent traverser le même jour.

Par conséquent, les camionneurs qui passaient de longues périodes d'attentes pour être dédouanés, passent désormais beaucoup moins de temps. La réduction en coût profite aux consommateurs, rendant les biens et les produits moins chers dans la région.



CORRIDORS DE DEVELOPPEMENT Maputo pave la voie pour l'expansion

LE CORRIDOR de Développement de Maputo est l'un des 18 corridors de transport dans la région aligné aux Initiatives SADC d'Aménagement du Territoire -- une stratégie qui vise à connecter les industries des pays enclavés aux ports de mer et de développer les ressources naturelles inhérentes au corridor.

Le corridor fut établi en 1996 par le Mozambique et l'Afrique du Sud en tant que réseau routier, transport ferroviaire et installations logistiques connectant le port de Maputo à l'Afrique du Sud et au Swaziland.

Depuis sa création, il est devenu l'un des corridors de développement le plus fructueux de la SADC, attirant plus de US\$5 milliards d'investissement.

Sont inclus les US\$500 millions investis dans le port de Maputo depuis 2003, le développement d'une artère routière à péage de Gauteng à Maputo s'élevant à près de US\$400 millions plus

US\$200 millions investis dans la voie de chemin de fer entre Ressano Garcia et Maputo.

Les corridors de développement soutiennent l'intégration économique, affermissent le développement de territoire, aident à ouvrir les marchés et promeuvent



Les Réussites de la SADC

Accomplissements vers le développement

CETTE ANNÉE marque les 35 ans de la Communauté pour le Développement et succès ont été enregistrés pour améliorer la qualité de vie de

Cependant, certains de ces accomplissements ne sont pas bien connus (SARDC) a donc produit une publication pour documenter les étapes du processus d'intégration régionale.

Les accomplissements couvrent plusieurs secteurs notamment le commerce, qui sont suivis à partir du développement de politique régionale, en passant par leurs communautés.

La publication est soutenue par des vidéo clips sur les médias sociaux www.sardc.net Knowledge for Development

Cette édition du mois d'août, *Afrique Australe Aujourd'hui* souligne la publication Réussites de la SADC lancée durant le 35^{ème} Sommet SADC Coopération Économique du Ministère Fédéral Allemand par le biais

une hausse du commerce et de l'investissement. Le corridor apporte plus qu'une simple route commerciale – il stimule la croissance commerciale. Par exemple, le corridor a eu un impact important sur l'économie du Mozambique.

"Nous sommes passés d'approximativement US\$300 millions d'exportations 10 à 15 ans plus tôt à plus de US\$2 milliards aujourd'hui," annonce Nuno Maposse, coordinateur de l'information et des services de marketing pour le Centre de Promotion de l'Investissement du Mozambique.

EAU Obtenir un flux de coopération

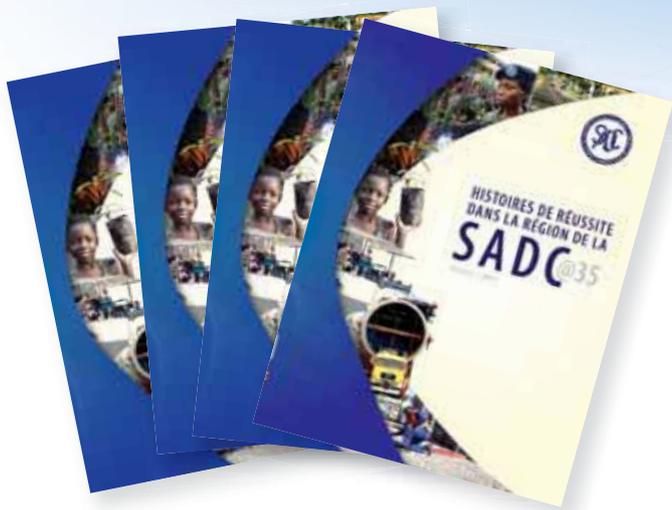
PLUS DE 70 pourcent des ressources d'eau douce de la région sont partagés entre deux pays ou plus de la SADC.

Afin de promouvoir la gestion stratégique de ressources hydriques transfrontalières, des organisations de bassin riverain ont été instaurées à travers la région afin de soutenir une infrastructure commune, un planning et une coopération en accord avec le Protocole Révisé de la SADC sur les Cours d'eau Partagés.

Parmi ces organisations de bassin riverain se trouve la Commission du Cours du Zambèze (ZAMCOM), et la Commission de la Rivière Orange-Senqu (ORASECOM). L'instauration de ces organisations a fourni une plateforme pour un planning et une gestion coordonnés des ressources hydriques transfrontalières dans la région.

Par exemple, plus de 19 millions de personnes tirent leur subsistance à partir du bassin de la rivière Orange-Senqu. C'est l'un des systèmes fluviaux le plus développé de la région SADC avec plus de 300 structures construites allant de projets inter- et intra-bassin à de larges interventions.





ppement socio-économique

ppement de l'Afrique Australe (SADC) et de nombreux accomplisse-
s la région.

is, le Centre pour la Recherche et la Documentation en Afrique Australe
n établissant un profilage de certains des accomplissements pratiques

mmerce, l'infrastructure, les finances, l'eau, l'énergie et le tourisme, et
nt par la mise en œuvre au niveau national, à l'impact sur les gens et

s ainsi que sur les sites web de la SADC et du SARDC. www.sadc.int

ertains des accomplissements de l'intégration régionale contenus dans
DC à Gaborone, Botswana, avec le soutien du Développement et de la
u GIZ.

La coopération entre et parmi les pays régionaux dans la gestion de
leurs ressources hydriques rend possible l'acheminement d'eau d'une
partie de la région qui jouit abondamment de cette ressource aux zones
arides d'un autre pays.

Le plus important est que non seulement l'accès à l'eau s'en trouve
amélioré mais il en est de même pour l'accès à l'eau potable, propre et saine.

ÉNERGIE La coopération au profit des citoyens

LA SADC souffre de pénurie d'énergie depuis 2007 puisque la capacité
de génération de surplus a diminué alors que la demande s'est accrue.

Cette situation a incité nombres d'États Membres à avoir recours à
divers mécanismes d'adaptation qui incluent le délestage et autres
mesures de Maîtrise de Gestion de la Demande (DSM), tout en cherchant
des solutions à long terme tout en cherchant pour remédier à la situation
grâce à un approvisionnement amélioré.

Un des mécanisme qui s'est révélé être un énorme succès est la
coopération dans le commerce d'électricité par le biais du Pool Énergétique
de l'Afrique Australe (SAPP).

De commercer par l'intermédiaire du réseau régional du SAPP a offert
aux planificateurs et aux gestionnaires des options supplémentaires pour
satisfaire à la demande croissante.

Tous les services publics de distribution d'électricité sur le continent de
la SADC, excepté l'Angola, le Malawi et la République
Unie de Tanzanie, se
sont connectés au
réseau du SAPP, leur
permettant ainsi de
commercer entre eux
en électricité.



Sans cet arrangement (commerce d'électricité), la région aurait des
déficits plus sérieux.

La coopération fit ses preuves durant la Coupe du Monde FIFA 2010
lorsque les États Membres de la SADC ont convenu de dédier la plus grande
partie de leurs approvisionnements de surplus d'électricité à l'Afrique du
Sud de manière à garantir qu'il y ait assez d'électricité durant le tournoi.

Selon le Directeur du Centre de Coordination du SAPP, Lawrence
Musaba, le commerce d'électricité s'est beaucoup accru au cours des années.

Il a atteint plus de 450 000 mégawatts / heures (MWhr) en février 2015
comparé à juste 50 000 MWhr en 2009.

Plus de US\$3 millions sont échangés mensuellement sur le Marché
Day Ahead (DAM), et près de six pourcent de toute l'électricité le
négociée en Afrique australe est accédée par le biais du marché compétitif.

REDUCTION DES RISQUES DE SINISTRE Cohabiter avec les inondations

INONDATIONS ET sécheresses sont depuis nombres d'années les
principaux sinistres naturels qui affectent la région.

Les inondations sont récemment devenues plus communes alors que le
changement climatique stimule des pluies imprévisibles associées à une
augmentation des inondations dans la région.

Le résultat des ces occurrences naturelles a été les pertes vies et la
destruction d'infrastructure telles les habitations, les routes, les ponts et les
écoles, et le bétail.

Puisque les sinistres naturels affectent simultanément plusieurs pays
simultanément, la SADC a vu la nécessité de coordonner les politiques
nationales en une approche régionale.

La Plateforme Régionale de la SADC pour la Réduction des Risques de
Catastrophe est l'une des initiatives importantes de coopération régionale.

Inaugurée en 2011, la Plateforme a sauvé des centaines de vies. Par
exemple, les inondations qui ont affecté le Mozambique en l'an 2000 ont tué
environ 700 personnes, cependant, en raison d'une préparation et
coordination améliorée, les récentes inondations de 2014 ont affecté moins de
20 personnes.

Le taux de décès est attribué à l'amélioration des systèmes d'avertissement
précoce, et une meilleure coordination.

Au lieu d'un seul protocole sur la réduction des risques de catastrophe (ou
gestion), la nature multidisciplinaire de la gestion des risques de catastrophe
signifie que plusieurs documents SADC existants sont pertinents pour ce
problème.

Par exemple, l'Article 2 du Protocole sur la Coopération en Politique,
Défense et Sécurité stipule qu'un objectif spécifique de l'Organe responsable
de la Coopération en Politique, Défense et Sécurité sera de "renforcer la
capacité régionale en ce qui concerne la gestion de sinistre et la coordination
de l'assistance humanitaire internationale."

La Politique Régionale des
Eaux contient également des
clauses portant sur la
protection de la population
contre les sinistres de nature
hydriques, y compris la
sécurité personnelle et la
protection de propriété/
possession, la prédiction
de sinistre, la gestion et la
mitigation. □



Les dirigeants de la SADC récemment élus contribueront aux valeurs et principes de la SADC

par Kizito Sikuka

LES DIRIGEANTS de l'Afrique Australe récemment élus ont émis des messages similaires lorsqu'ils ont prononcé leurs premiers discours au tout récent 35^{ème} Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement tenu à Gaborone, Botswana.

Le message était clair – "nous continuerons le travail de nos prédécesseurs en avançant le programme d'intégration régionale de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC)."

Les Présidents Filipe Nyusi du Mozambique, Hage Geingob de la Namibie, et Edgar Lungu de la Zambie ainsi que le Premier Ministre Pakalitha Mosisili du Lesotho déclarèrent dans leurs premiers discours qu'ils resteront attachés aux idéaux de la SADC.

Les idéaux de la SADC prônent vers une avenir commun au sein d'une communauté régionale qui garantira le bien-être économique, l'amélioration des niveaux de vie et de la qualité de vie, la liberté, et la justice sociale, la paix et la sécurité pour la population de l'Afrique Australe.

Depuis sa formation en tant que Conférence pour la Coordination du Développement en Afrique Australe (SADCC) à Lusaka, Zambie, en avril 1980, jusqu'à sa transformation en tant que SADC en 1992, l'Afrique australe a cherché à achever ces objectifs et à démontrer les avantages du travail en commun.

Président Lungu, qui est entré en fonction cette année après une élection présidentielle suite au décès de l'ancien président zambien, Michael Sata en 2014, déclara que la coopération parmi les états membres de la SADC a promu la stabilité dans la région, qui est une condition préalable au développement socio-économique.

"Conformément à sa Charte, notre communauté régionale prospère et continue de jouir de la paix tout en prenant des mesures définitives vers l'intégration



De gauche à droite: Présidents Filipe Nyusi du Mozambique, Hage Geingob de la Namibie, Edgar Lungu de la Zambie et Premier Ministre Pakalitha Mosisili du Lesotho.

régionale et le développement comme prévu dans le Traité de la SADC," expliqua Lungu.

"Mon gouvernement, demeure donc totalement engagé dans la mise en œuvre et la réalisation de tous les protocoles et programmes de la SADC."

Son homologue mozambicain, Président Nyusi, en convint, disant que la nouvelle génération de dirigeants de la SADC a la responsabilité de poursuivre l'œuvre des pères fondateurs de la SADC.

"Hier nous avons commencé la lutte pour la libération contre les derniers sursauts du colonialisme, sous les auspices des États de la Ligne de Front, puis nous avons progressé vers la création de la SADCC," expliqua Nyusi, qui succéda cette année à Armando Guebuza suite à des élections nationales fin 2014.

"Aujourd'hui nos activités dans la SADC accordent la primauté à l'intégration régionale, soutenue par la préservation de la paix, la

sécurité, la stabilité régionale et le développement."

Le Premier Ministre Mosisili, qui a servi auparavant dans la même capacité, ajouta que sans le soutien de la SADC, le Lesotho pourrait être en but à des problèmes plus sérieux.

Il expliqua que la SADC est une organisation importante qui devrait toujours demeurer solide pour avancer vers la croissance socio-économique dans la région.

"Pour nous au Lesotho, la SADC demeure un instrument essentiel pour articuler et promouvoir les aspirations collectives de la région pour la coopération politique et l'intégration économique, le renforcement de la démocratie, le respect de l'état de droit, ainsi que de mener une guerre incessante contre la pauvreté, le sous-développement et le fléau du VIH et SIDA dans la région."

"Je souhaite réitérer l'engagement sans faille du Lesotho aux idéaux et principes de la SADC et à travailler

étroitement avec tous les états membres de notre organisation régionale dans la poursuite des objectifs nobles d'unité, solidarité, et coopération parmi nos populations," déclara Mosisili, qui fut élu en février de cette année.

Président Geingob ajouta que la SADC a eu un parcours exceptionnel, et les accomplissements enregistrés depuis sa formation montre que la région a plus à gagner à travailler ensemble plutôt que dans l'isolation.

"Nous avons beaucoup à célébrer dans la SADC. Nos populations sont libérées du joug colonial et une forte culture démocratique a été ancrée dans nos pays," dit-il.

Geingob succéda à l'ancien Président Hifikepunye Pohamba en mars suite aux élections de novembre 2014.

Il expliqua qu'il est critique pour les états membres de la SADC de continuer à travailler ensembles et consolider les gains réalisés à ce jour.

"J'ai le sentiment que si nous continuons à extraire ensembles l'esprit de collaboration dans l'esprit d'Harambee, nous réaliserons notre objectif d'une région industrialisée et prospère."

Le 35^{ème} Sommet SADC, qui a eu lieu les 17 et 18 août, sous le thème "Accélérer l'Industrialisation des Économies SADC, Par la Transformation des Ressources Naturelles et l'Amélioration du Capital Humain."

Le thème continue dans la trajectoire du sommet précédent organisé l'année dernière aux Chutes Victoria, au Zimbabwe, focalisé sur la transformation économique et le développement durable "grâce à la valorisation et la valeur ajoutée".

Le sommet s'est conclu sur un appel ferme aux états membres de mettre en œuvre tous les projets, programmes et activités régionaux convenus dans les délais stipulés. sardc.net □

SADC et Troïkas pour 2015/16

LE PROCHAIN Sommet SADC des Chefs d'État et Gouvernement est prévu pour août au Royaume du Swaziland. Sa Majesté Mswati III a rejoint la Troïka SADC en tant qu'adjoint. Le président actuel de la SADC, Président Seretse Khama Ian Khama du Botswana, et le président sortant, Président Robert Mugabe du Zimbabwe, sont les autres membres de la Troïka SADC.

Un nouvel Organe Troïka de la SADC fut nommé au Sommet, avec Président Filipe Nyusi du Mozambique comme président, délégué par Président Jakaya Kikwete de la Tanzanie. L'autre membre de l'Organe Troïka est le président sortant, Président Jacob Zuma d'Afrique du Sud. □

Le nouveau président de la SADC demande une amélioration de la coopération économique

L'HÔTE DU 35^{ème} Sommet Ordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC, Président Seretse Khama Ian Khama du Botswana, qui en est le nouveau président, a parlé du thème "Accélérer l'Industrialisation" et appelle à une meilleure coopération économique dans la région.

Prenant la parole juste après avoir succédé à la présidence de la SADC à la suite de son homologue zimbabwéen Président Robert Mugabe, Khama déclara que l'Afrique australe pourrait tirer profit de ses propres ressources.

"Les déséquilibres commerciaux actuels au sein de la région SADC

justifient que nous expédions et accélérions les efforts vers le développement industriel, en particulier en ce qui concerne la création des chaînes de valeur," admit Khama.

"J'espère, donc, sincèrement que grâce à la progression de nos délibérations, nous pourrions parvenir à des décisions qui guideront et dirigeront nos responsables vers l'actualisation de la Stratégie et du Plan d'Action SADC vers l'Industrialisation."

Le président sortant de la SADC, Président Robert Mugabe déclara que les pays de la région peuvent accomplir plus en travaillant ensemble plutôt qu'en

isolation. "Travaillons désormais assidument vers une exécution ponctuelle et rapide de ces programmes et activités régionaux."

Mugabe a également fait appel aux collègues de la SADC et aux dirigeants africains à reconnaître ceux qui ont contribué à la libération de la région et du continent, et à instaurer des mécanismes pour honorer le legs de pères fondateurs tels que l'ancien dirigeant tanzanien Julius Nyerere.

Il cita la contribution faite par Nyerere et d'autres leaders tels que le Président fondateur de la Zambie, Kenneth Kaunda, et du

défunt Seretse Khama, Président fondateur du Botswana. Cependant, peu a été fait pour rendre hommage à ceux qui ont sacrifié et dévoué leurs vies aux idéaux d'atteindre la liberté politique et d'intensifier l'intégration régionale.

"Souvenons nous de ceux qui nous ont confié cet héritage. Ne pouvons nous instaurer un fond en leur honneur?" s'enquit Mugabe alors qu'il prononçait son discours liminaire avant de confier la présidence de la SADC au Président Seretse Khama Ian Khama du Botswana. sardc.net □

Je quitte la SADC en homme heureux – Président Kikwete

LE PRÉSIDENT de la République Unie de Tanzanie, S.E. Jakaya Kikwete annonça qu'il quittait sa position de dirigeant en Afrique australe en homme heureux du fait que la région soit demeurée fidèle à ses valeurs de promouvoir le développement socio-économique.

C'est ce que déclara Kikwete dans son discours d'adieu aux leaders de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) lors du récent 35^{ème} Sommet SADC tenu à Gaborone, Botswana.

Tel que stipulé dans la constitution tanzanienne, Kikwete qui exerce son second et dernier mandat, et qui ne se présentera pas aux élections générales du 25 octobre pour choisir un nouveau président et des membres du Parlement (*the Bunge*).

"Sur mon départ, je me réjouis du fait que la paix et la sécurité règnent dans la région de la SADC," déclara Kikwete dans un discours lu par le Premier Ministre Tanzanien, S.E. Mizengo Pinda.

"Je suis un homme heureux ayant constaté comment notre région a évolué depuis ses modestes débuts en un organe régional plein de promesse. Je suis optimiste que sous peu nous fermerons le chapitre de la pauvreté, du retard industriel et de l'infrastructure, des conflits et des crises inutiles," remarqua t-il.

Il expliqua que l'un de ses plus grands accomplissements dans le cadre de son rôle parmi les dirigeants de la SADC fut durant le mandat de la Tanzanie à la présidence de l'Organe chargé de la Politique, Défense et Sécurité lorsqu'il a mené le processus de promotion de paix et stabilité dans la région, y compris le processus de finaliser et lancer le Plan Stratégique Indicatif de l'Organe (SIPO) en 2012.

L'objectif principal du SIPO Révisé est de créer un environnement pacifique, politiquement stable et sécurisé à travers lequel la région réalisera ses objectifs de développement socio-économique, d'éradication de la pauvreté et d'intégration régionale.

"En quittant mes fonctions, j'exhorte les états membres à continuer d'apporter leur soutien dans la mise en œuvre de cette politique importante," dit-il.

Sur le front économique, il remarque avec satisfaction que la SADC a développé une stratégie d'industrialisation et un plan d'action et a finalisé la révision du Plan Indicatif Régional de Développement Stratégique (RISDP). Il dit, que pleinement mises en œuvre, ces stratégies ont la capacité de permettre à la région de maximiser l'usage de ses abondantes ressources naturelles.

En ce qui concerne la Zone de Libre Échange Tripartite (ZLE) lancée en juin, il remercia "notre Secrétariat et les négociateurs pour leur travail assidu et leurs efforts pour finaliser l'accord. C'est à notre tour de rouler nos manches et de concrétiser la ZLE Tripartite."

Sur le développement de la parité des sexes, Kikwete expliqua que la SADC a fait des progrès importants pour garantir que femmes et hommes soient équitablement représentés dans tous les postes décisionnaires.

"Nul autre jour, durant la récente décennie ne fut plus jubilatoire que le jour où le Sommet de la SADC a assisté à la cérémonie d'investiture de la première femme Secrétaire Général, Dr Stergomona Lawrence Tax, avec pour témoin la présidente de la SADC de l'époque Joyce Banda du Malawi et Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union Africaine. Ce fut un événement historique dans notre région, et un signe de progrès positif qui eut lieu dans la région," dit-il.

Kikwete rendit hommage à la SADC pour l'honneur fait au défunt Hashim Mbita, qui servit de Secrétaire Général du Comité de Libération de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), ajoutant que Mbita "était un vrai libérateur qui s'acquitta de sa tâche avec passion."

"Je souhaite remercier profondément la SADC d'avoir lancé un autre ouvrage sur une figure emblématique africaine et libérateur constitué d'une collection de photographies et de discours prononcées par Mwalimu Julius Nyerere de 1959 à 1999. Je remercie très spécialement pour son travail minutieux, le Centre pour la Documentation et la Recherche en Afrique Australe," dit-il.

Le travail du SARDC fut également mentionné par le président sortant de la SADC, Président Robert Mugabe du Zimbabwe, lors de l'ouverture du Sommet, lorsqu'il annonça la signature d'un livre d'image sur l'histoire et la vie de Nyerere, intitulé *Julius Nyerere – Asante Sana, Thank You, Mwalimu*.

Kikwete déclara que la SADC devrait continuer à travailler dans l'union, ajoutant qu' "aucune autre région ne jouissait du même niveau de valeurs et aspirations" que "nous dans la SADC".

"Ensembles nous partageons, Ensembles nous endurons et Ensembles nous pouvons provoquer des changements formidables dans notre région," conclut-il. sardc.net □



La SADC encourage une plus grande participation des femmes dans la science et la technologie



LE PROJET final d'une charte pour établir une organisation pour les femmes dans la science, l'ingénierie et la technologie sera présenté lors d'une session ministérielle jointe, en septembre 2015, après de larges consultations avec les intervenants.

Le Projet Final de la Charte sur les Femmes dans la science, l'ingénierie et la technologie (WISSET) sera soumis pour considération par une session ministérielle jointe de Science, Technologie et Innovation (STI) Éducation et Formation, devant le Conseil des Ministres pour approbation au début de l'année prochaine.

Les Ministres responsables de la Science, Technologie et

Innovation durant leur session annuelle tenue à Windhoek, Namibie en mai 2011 a approuvé l'établissement d'un Groupe de Travail sur cette initiative. L'Angola, la République Démocratique du Congo, la Namibie, le Mozambique, l'Afrique du sud et le Zimbabwe furent chargés de rédiger la charte pour une organisation régionale sur WISSET.

Ceci en réponse à la résolution de la Conférence inaugurale sur la Femme Africaine dans la Science et Technologie, organisée par l'Union Africaine à Johannesburg, Afrique du sud, en août 2007.

La résolution a convenu de former des plateformes continentales et régionales pour promouvoir les femmes dans la science et technologie en accord avec la décision de janvier 2007 du Sommet de l'UA des Chefs d'État et de Gouvernement.

Afin d'encourager plus de pays à mettre en place des programmes et activités sexo spécifiques, l'UA a déclaré 2015 "Année de l'Habilitation des Femmes et du Développement vers le Programme de 2063 de l'Afrique".

Le Programme 2063 est une structure continentale adoptée par l'UA en 2013 pour permettre au continent d'exploiter

pleinement ses ressources au profit de ses populations.

L'objectif du Projet de Charte est d'établir une plateforme régionale qui mette en oeuvre les programmes et projets régionaux pour promouvoir les femmes dans la science, l'ingénierie et la technologie.

Le Projet de la Charte appelle à l'établissement de chapitres nationaux qui constitueront l'adhésion de l'organisation régionale SADC WISSET.

Les Ministres SADC de la Parité des Sexes, réunis en mai 2015 à Harare, furent invités à contribuer au projet de Charte en établissant le WISSET. □

La SADC établie de nouvelles échéances pour la migration numérique

L'AFRIQUE AUSTRALE a établi un nouveau délai afin d'accorder suffisamment de temps à tous les pays de la région pour migrer de l'analogique à la diffusion numérique.

Le 9^{ième} Forum SADC sur la Migration vers la Diffusion Numérique, qui s'est réuni à Walvis Bay, Namibie en juin 2015, a fixé juin 2016 comme nouvelle date limite.

La SADC avait initialement visé la suppression progressive de l'analogique au 31 décembre 2013 pour donner aux pays régionaux le temps de compléter le processus de migration avant le 17 juin 2015, délai global fixé par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) pour la migration vers la Diffusion de la Télévision Numérique Terrestre (TNT).

Le Forum SADC sur la Migration vers la Diffusion Numérique, qui s'est réuni quelques jours après le délai global, a révisé la mise en œuvre du Plan d'Action SADC sur la Migration vers la Diffusion Numérique.

La nouvelle date limite est désormais supposée accorder aux

pays de la région le temps d'aborder certains problèmes rencontrés pour respecter la date de juin 2015 et garantir que la migration vers le numérique soit réalisée d'ici la nouvelle date butoir.

La diffusion numérique implique l'usage de signaux digitaux plutôt que les formes d'onde de type analogique pour transmettre les chaînes de télévision spécifiées sur des bandes de fréquence radio assignées.

Grâce à l'usage de données de compression, les liaisons numériques ont généralement un usage de bande passante plus efficace que l'analogique, rendant la possibilité de services supplémentaires et d'une qualité d'image télévisée améliorée que ce qui était faisable auparavant.

A ce jour, quatre États Membres de la SADC ont complété la migration vers la diffusion numérique (Malawi, Île Maurice, Namibie et République Unie de la Tanzanie) tandis que la Zambie a son réseau TNT en mode opérationnel.

L'Île Maurice et la Tanzanie furent les premiers États

Membres de la SADC à migrer vers le nouveau système, et à remplir l'objectif régional de décembre 2013, ils furent cependant confrontés à plusieurs difficultés dans la phase de mise en œuvre.

L'Île Maurice fut le premier pays africain à complètement numériser la diffusion télévisée pour toutes les régions et les îles en 2007, après avoir initié son processus de migration en 2005 avec "un pré lancement" de ses premiers services numériques offrant six chaînes de libre accès.

La Tanzanie a terminé la migration à la fin de 2012 et a commencé un programme échelonné de suppression de la diffusion analogique en décembre de la même année dans un exercice qui a vu six des régions accéder aux services TNT, y compris la capitale Dar es Salaam.

Un autre pays qui fait des progrès importants est l'Afrique du Sud qui est dans la phase "dual-illumination". C'est une période intérimaire dans laquelle il est permis aux signaux analogiques et TNT d'être transmis avant la date butoir lorsque les signaux analogiques seront coupés.

Tous les États Membres de la SADC ont instauré des équipes de travail ou des Comités nationaux de migration TNT; possèdent des politiques TNT en place; ont adopté des standards TNT; et ont promulgué les réglementations TNT.

Le Forum a convenu que le Bouquet SADC TV piloté par Sentech devrait continuer afin que les États Membres qui opèrent les réseaux TNT entreprennent des tests sur leurs plateformes.

Le Bouquet SADC TV vise à fournir du contenu pour remplir les lacunes de programmation qui peuvent découler de la migration. Le bouquet fournit des histoires africaines à utiliser par les diverses chaînes résultant de la migration numérique.

Une équipe de travail du Bouquet SADC TV, qui fut formée pour finaliser les modalités et les opérations du bouquet, se réunira pour analyser et considérer les résultats initiaux du programme pilote et soumettre ses recommandations au prochain Forum SADC TNT. □



Une Structure Politique pour l'Investissement Régional se précise

UNE STRUCTURE Politique pour l'Investissement Régional en Afrique Australe sera finalisée d'ici la fin de l'année.

La Direction du Commerce, Industries, Finances et Investissement (TIFI) au Secrétariat de la SADC remarque dans son rapport annuel que d'importants progrès ont été réalisés pour développer une structure politique pour l'investissement régional.

Le programme régional sur l'investissement a pour objectif le renforcement de l'environnement de l'investissement en Afrique australe.

"La Structure Politique pour l'Investissement vise à harmoniser les politiques et les régimes d'Investissement afin d'améliorer le climat d'investissement dans la région, en travaillant avec une sélection de quatre piliers d'incitatifs fiscaux, d'investissement dans l'infrastructure, de restriction d'investissement direct étranger et de protection juridique," expliqua le TIFI, ajoutant qu'il est prévu que "cet exercice soit terminé d'ici décembre 2015."

La Structure Politique de la SADC pour l'investissement est en cours de développement dans le cadre du Programme de Soutien à l'Intégration Économique Régionale (REIS) financé par l'Union Européenne.

Le Secrétariat a facilité le processus de développement de la Structure Politique de la SADC pour l'Investissement, qui inclut les activités suivantes:

- Faire un bilan des programmes de politique d'investissement de l'État Membre en usant de questionnaires d'évaluation;
- L'État Membre contribue à travers les réponses au questionnaire et la rédaction de rapports analytiques contenant des recommandations pratiques pour mise en œuvre; et
- Développement de directives communes, jointes aux rapports analytiques, sur les quatre piliers d'incitatifs

fiscaux, de développement de l'infrastructure, de restriction des IDE et de protection juridique.

La région SADC a d'énormes opportunités d'investissement allant des secteurs d'exploitation minière, du tourisme, de l'énergie au développement de l'infrastructure et de l'agriculture. Le domaine minier à lui seul contribue environ 55 pourcent de la production

mondiale de diamant tandis que les métaux du groupe des platineux contribue environ 72 pourcent.

La région a également une abondance de terre arable et de vaste cours d'eau tels que le Congo et le Zambèze, avec le barrage d'Inga situé sur le Fleuve du Congo.

En ce qui concerne les ressources d'énergie, la région a la capacité de produire

suffisamment d'énergie pour elle-même ainsi que pour l'export.

Selon la Banque Africaine de Développement, la totalité du potentiel d'hydroélectricité dans les pays de la SADC est estimé à environ 1 080 térawatt /heures par an (TWh/an) mais la capacité actuellement utilisée est juste inférieure à 31 TWh/an. Un térawatt est l'équivalent de un million de mégawatts. □

Le Système régional de paiement atteint le seuil de R1 trillion

PLUS DE R1 trillion (approximativement US\$79 millions) a été échangé sur un système régional de paiement électronique qui a pour but de promouvoir le règlement et le dédouanement de paiement en Afrique australe.

Le Système Régional Intégré de la SADC pour le Règlement Électronique (SIRESS) fut établi en juillet 2013 et testé dans quatre pays – Lesotho, Namibie, Afrique du Sud et Swaziland.

Le système s'est depuis lors inséré dans cinq pays supplémentaires des États Membres de la SADC -- Malawi, Île Maurice, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Cependant, un total de neuf pays participent désormais au SIRESS, bientôt imités par d'autres.

SIRESS est un système de paiement électronique de la SADC développé par les États Membres pour régler des transactions régionales parmi les banques au sein des pays de la SADC.

Là où les transactions prenaient deux ou trois jours, elles sont désormais compensées dans les 24 heures et les paiements réglés auparavant aux banques de compensation hors-SADC sont épargnés.

Les principaux avantages du système sont l'efficacité et la réduction des coûts car auparavant les transactions

devaient passer par une banque correspondante. L'élimination de l'intermédiaire – souvent une banque correspondante américaine ou européenne – signifie que les fonds restent dans la région.

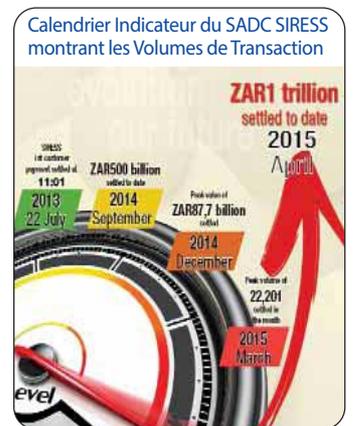
L'établissement du SIRESS a donc facilité les transactions transfrontalières essentielles pour stimuler le commerce intra-régional parmi les États Membres de la SADC.

Depuis son lancement en 2013, le volume des transactions négociées sur le système a beaucoup augmenté, et a atteint le seuil de R1 trillion depuis avril 2015.

Le développement du SIRESS est en accord avec le Protocole SADC sur les Finances et l'Investissement qui vise à améliorer le climat régional de l'investissement grâce à une coopération renforcée parmi les états membres sur les systèmes de paiement, dédouanement et règlement de manière à faciliter l'intégration du commerce.

Afin d'accélérer la mise en œuvre de cet objectif, le Comité SADC des Gouverneurs de Banque Centrale (CCBG) a obtenu en mai 2009 l'autorisation de mener l'initiation du projet de système SADC d'intégration de paiement.

En plus du CCBG, qui focalise ses activités d'une



Comité des Gouverneurs de la Banque Centrale dans la SADC

perspective règlementaire, l'Association des Banquiers de la SADC (BA) fut également établie en 1998 afin de coordonner les activités des banques commerciales dans la région SADC en développant l'infrastructure de marché financier et les opérations des chambres régionales de compensation pour soutenir l'utilisation du SIRESS.

L'objectif d'exécution est d'avoir tous les pays de la SADC adhérents au SIRESS d'ici 2016.

La devise de paiement en cours est le Rand Sud Africain, et le système de paiement se trouve à la Banque Centrale Sud-africaine. Cependant, comme le système est en expansion y compris dans d'autres pays, un siège permanent sera bientôt identifié. □



Vers la stabilité au Lesotho

LES PROBLÈMES politiques dans le Royaume du Lesotho proviennent d'une longue histoire qui remonte à l'époque où le pays obtint son indépendance en octobre 1966.

Pour aider à résoudre les problèmes en cours, la SADC a autorisé l'instauration d'un Comité de Supervision du Lesotho qui fonctionnera comme mécanisme d'alerte rapide en cas de signe d'instabilité dans le pays.

Le comité peut intervenir lorsqu'approprié dans la résolution de crise après consultation avec le facilitateur désigné de la SADC, le Vice-Président sud-africain, Cyril Ramaphosa.

La décision d'instaurer le Comité de Supervision du

Lesotho fut prise par les dirigeants de la SADC durant le Sommet Extraordinaire de la Double Troïka tenu à Pretoria, Afrique du Sud en début juillet.

La Double Troïka d'alors, était composée du président de la SADC (Zimbabwe), du président adjoint (Botswana), du président sortant (Malawi), et du président de l'Organe responsable de la Politique de la Défense et de la Sécurité (Afrique du sud) ainsi que le président sortant de l'Organe (Namibie).

Le sommet extraordinaire fut réuni suite à l'assassinat présumé de l'ancien commandant des Forces de Défense du Lesotho, Brigadier Maaparankoe Mahao en juin.



Le facilitateur SADC pour le Lesotho, Vice-Président Sud Africain - Cyril Ramaphosa (devant) et le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, au côté du Premier Ministre Pakalitha Mosisili du Lesotho.

Le Lesotho se bat pour restaurer la stabilité depuis une tentative de coup l'année dernière qui mena à des élections précoces en février de cette année.

Les élections furent déclarées conformes aux standards régionaux et internationaux, et tous les partis politiques ont promis de travailler ensemble pour restaurer la paix dans le pays. Pakalitha Mosisili devint le Premier Ministre d'un gouvernement de coalition.

A cet égard, les dirigeants de la SADC ont exhorté le gouvernement du Lesotho et tous les intervenants politiques à travailler ensemble, y compris d'entreprendre des réformes constitutionnelles et du secteur de la sécurité.

"Le Sommet exhorta le Gouvernement du Royaume du Lesotho à créer un environnement favorable pour le retour des Leaders de l'Opposition au pays," lis une partie de la déclaration émise par les dirigeants de la SADC juste après leur Sommet Extraordinaire Double Troïka en juillet. □

Exercice militaire continental prévu dans la SADC

LES PRÉPARATIONS de l'exercice militaire continental qui aura lieu dans la région de l'Afrique australe sont en bonne voie.

Connu en tant qu'AMANI AFRICA II, l'exercice est prévu pour octobre-novembre à Lohatla, Afrique du Sud, selon la Direction de l'Organe responsable de la Politique, la Défense et la Sécurité de la SADC.

La tenue des exercices a pour nom codé AMANI, qui signifie "paix en Afrique" en Kiswahili, fait partie des préparatifs pour l'opérationnalisation des Forces Africaines d'Intervention (ASF). L'exercice est organisé par la Commission de l'Union Africaine (AU) pour valider sa capacité à mandater et employer une Capacité de Déploiement

Rapide de l'ASF comme opération de lancement, et gérer une complète opération multidimensionnelle de soutien de la paix.

L'UA vise à lancer l'ASF cette année. Lorsqu'opérationnelle, l'ASF consistera en un accord prévisionnel dans cinq sous-régions de l'Afrique, composé de capacités multidimensionnelles, y compris militaire, policière et civile, en attente dans leurs pays d'origine et prête pour un déploiement rapide.

Par conséquent, AMANI AFRICA II est essentielle pour évaluer la préparation de l'ASF pour répondre promptement aux conflits exempte de tout fardeau politique et instrumental.

Plusieurs sessions de formation pour AMANI AFRICA

II ont eu lieu dans la région en préparation de l'événement principal vers la fin de cette année.

Le premier exercice continental de ce genre fut mené à Addis Ababa, Éthiopie en octobre 2010 avec pour but d'évaluer la préparation opérationnelle de l'ASF.

L'exercice, AMANI AFRICA I, fourni le point culminant de deux ans de formation et d'un cycle de renforcement de capacité conçu pour évaluer l'efficacité de la Commission de l'UA, à travers sa Division des Opérations de Maintien de la Paix, pour employer l'ASF dans une opération de maintien de la paix mandatée par l'UA.

Le cycle AMANI AFRICA est un effort de collaboration entre l'UA et l'Union Européenne intégré dans la mise en œuvre d'un partenariat stratégique en cours entre les deux organisations.

AMANI AFRICA II était originalement prévu plus tôt cette année au Lesotho, avant qu'il ne soit repoussé et déplacé pour permettre au pays de conclure son processus de paix. □

Le SADC RPTC sous nouveau commandement



LE CENTRE Régional de Formation de Maintien de la Paix de la SADC a un nouveau commandant qui mènera la formation des officiers (militaire et civile) pour les missions de maintien de la paix dans la région.

Brigadier-Général Bongani Jonas de l'Afrique du Sud remplace Brigadier-Général Christopher Chellah de la Zambie.

Le SADC RPTC a formé plus de 5 000 officiers, y compris des individuels de l'armée, des services correctionnels, de la police et des civils.

L'établissement et les opérations du centre tombent directement sous l'Organe SADC responsable de la Politique, la Défense et la Sécurité, dont l'objectif principal est de promouvoir la paix et la sécurité dans la région. □



Événements Août – Octobre 2015

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Danai Majaha, Allan Chiduzu, Shirley Pitsirai, Anisha Madanhi,
Ntombikamama Moyo, Nyarai Kampilipili

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION
Marie-Laure EDM

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2015

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS
P1 nehandaradio.com, wordpress.com, noveltdiamonds.com;
P2 herald.co.zw, lusakatimes.com;
P4 gallery.hd.org, harareairport.com, herald.co.zw; P5 SADC Secretariat;
P6 Editorial Vanguard, railwaygazette.com, B Antonio Mozambique;
P7 SARDC, nepad.org, namibiansun.com, renewableenergymagazine.com;
P8-9 gbcghana.com, thisisafrica.com.au, n.t.co, P.Johnson SARDC;
P10 K Sikuka SARDC; P11 K Sikuka SARDC, wordpress.com;
P13 iccwbo.org; P14 wordpress.com, SADC Secretariat, africanarguments.com;
P16 sadc.int, republkein.com.na

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net

www.sardc.net
Connaissance pour le Développement

SARDC
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe

<p>Août 3, Zimbabwe</p>	<p>Ministres des Finances de la SADC et Gouverneurs de Banque Centrale La Session du Troisième Comité de Révision de la SADC des Ministres des Finances et des Gouverneurs de Banque Centrale délibéreront sur les aspects clés de la convergence macro-économique et de l'intégration du secteur financier.</p>
<p>5-6, Afrique du Sud</p>	<p>Session Technique sur l'Environnement de la SADC Les Cadres supérieurs se réunissent pour discuter des questions environnementales en préparation de la réunion imminente des Ministres de la SADC responsables de l'Environnement et des Ressources Naturelles.</p>
<p>10-18, Botswana</p>	<p>35^{ème} Sommet SADC des Chefs d'État & de Gouvernement Les dirigeants de la SADC se réuniront afin de discuter l'intégration et le développement, précédé d'une session de hauts responsables et du Conseil des Ministres. Cette année marque 35 années depuis la fondation de la SADC en tant que Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC). Au Sommet, la nation d'accueil, le Botswana, succèdera à la présidence après le Zimbabwe.</p>
<p>20, Tanzanie</p>	<p>Session Annuelle de l'Association des Avocats de la SADC L'Association des Avocats de la SADC (SADCLA) est l'organe représentatif des avocats, des sociétés au barreau et des associations juridiques dans la région SADC. Ils se réuniront sous le thème, "Utiliser la loi pour consolider les pratiques de bonne gouvernance et faciliter la transformation sociale, économique et politique dans la région SADC".</p>
<p>A confirmer</p>	<p>Forum Régional sur les Perspectives Climatiques en Afrique Australe Les experts en climatologie des États Membres de la SADC se réuniront en tant que SARCOF pour réviser la perspective climatique régionale, en utilisant les indicateurs de pluviométrie saisonnières dans le but de produire une prévision régionale pour la saison de pluie 2015/16 .</p>
<p>Septembre 1-3, Botswana</p>	<p>45^{ème} Session du Comité de Gestion du SAPP Les experts en énergie des services publics nationaux d'électricité se réuniront en tant que membres du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe pour discuter de la situation énergétique dans la région dans le but de planifier suffisamment d'approvisionnement en électricité pour satisfaire à la demande des économies en expansion.</p>
<p>7-11, Afrique du sud</p>	<p>XIV Congrès Forestier Mondial L'Afrique du Sud accueillera le premier Congrès Forestier Mondial à avoir lieu en Afrique, visant à réviser et analyser les questions globales affectant le secteur forestier.</p>
<p>15, Botswana</p>	<p>Session du Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC Le Groupe Thématique sur l'Énergie est une réunion de coordination de partenaires coopérants, d'experts, de la SADC et d'organisations subsidiaires pour examiner la situation énergétique dans la région.</p>
<p>25-27, New York</p>	<p>Sommet de l'ONU sur le Programme de Développement Post-2015 Les Chefs d'États ou le Gouvernement des États Membres des Nations Unies se réuniront à New York afin de discuter et adopter le Programme de Développement Post-2015 pour remplacer les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs) qui expire cette année.</p>
<p>28 Sept – 6 Oct, New York</p>	<p>70^{ème} Session de l'Assemblée Générale de l'ONU Le Débat Général de la 70^{ème} Session de l'Assemblée Générale de l'ONU (UNGA 70) a lieu aux sièges de l'ONU à New York. Durant la première journée, le Secrétaire-Général présentera son rapport sur les travaux de l'organisation.</p>
<p>Octobre 5-9, Botswana</p>	<p>Ministres SADC de l'Environnement et des Ressources Naturelles Les Ministres SADC responsables de l'Environnement et des Ressources Naturelles se rassembleront afin de discuter des progrès pour atteindre l'objectif régional ainsi que les questions et difficultés affectant le secteur.</p>
<p>14-16, Ghana</p>	<p>4^{ème} Congrès des Economistes Africains Le congrès vise à parvenir à la maturité du débat sur la politique industrielle de l'Afrique pour identifier des options et priorités politiques stratégiques pour l'industrialisation rapide du continent. Le thème est "Politique Industrielle et Performance Économique en Afrique".</p>
<p>25, Tanzanie</p>	<p>Élections Générales Les tanzaniens iront aux scrutins le 25 octobre pour choisir les nouveaux dirigeants y compris le président et les membres de l'Assemblée Nationale pour le prochain quinquennat.</p>

SADC @ 35 1980 - 2015

C'EST UNE année spéciale pour la région puisque la SADC célèbre son 35^{ème} anniversaire.

Inspirée et guidée par les États de la Ligne de Front, la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC) fut établie en 1980 par les dirigeants de neuf états indépendants de l'Afrique Australe qui signèrent une Déclaration intitulée "Afrique Australe: Vers la Libération Économique".

Les objectifs principaux étaient de:

- Réduire la dépendance des États Membres, en particulier, mais pas uniquement, sur l'apartheid en Afrique du Sud;
- Mettre en œuvre des programmes et des projets ayant un impact national et régional;
- Mobiliser les ressources des États Membres dans la quête d'une autosuffisance collective; et
- Garantir une compréhension et une assistance internationales.

Ces objectifs furent poursuivis avec détermination et vigueur. A travers la SADC, les pères fondateurs cherchèrent à démontrer les bénéfices tangibles de travailler ensemble, et de cultiver un climat de confiance et de foi parmi les États Membres.

Ce fut la culmination d'un long processus de consultation, car il était clair pour les dirigeants de la région que l'indépendance politique seule ne mènerait pas à une amélioration des standards de vie pour le peuple de la région. Les expériences positives gagnées à travailler ensemble en tant qu'États de la Ligne de Front pour avancer la lutte politique pour l'indépendance devaient se concrétiser en une coopération plus large dans la quête d'un développement économique et social.

Des consultations actives furent entreprises par les représentants des États de la Ligne de Front, culminant en une session des Ministres des Affaires Etrangères à Gaborone, Botswana en 1979, suivie d'une session des ministres responsables du développement économique qui se réunirent à Arusha, Tanzanie, en juillet de la même année, menant à la naissance de la SADCC à Lusaka, Zambie en avril 1980.

La SADCC fut transformée en Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) par la Déclaration et le Traité de Windhoek du 17 août 1992, une autre étape vers une Communauté Économique Africaine. Cette grande mutation a avancé le programme régional d'une coopération peu structurée vers l'intensification d'une intégration régionale basée sur des protocoles légalement contractants. □

Projet Histoire de la SADC / PROJET HASHIM MBITA

Les Luttres pour la Libération de l'Afrique Australe 1960-1994



Hashim Mbita



LES PÈRES fondateurs de la SADC à Lusaka, Zambie en avril 1980. *Derrière à partir de la gauche:* Dick Matenje, Malawi; Robert Mugabe, Premier Ministre-désigné du Zimbabwe; Rt. Hon. Prince Mabandla Dlamini, Premier Ministre du Swaziland; Hon. Mooki Vitus Molapo, Ministre du Commerce et du Tourisme, Royaume du Lesotho. *Devant à partir de la gauche:* S.E. José Eduardo dos Santos, Président de l'Angola; S.E. Sir Seretse Khama, Président fondateur du Botswana; S.E. Dr. Kenneth David Kaunda, Président fondateur de la Zambie; S.E. Samora Moises Machel, Président fondateur Mozambique; S.E. Mwalimu Julius K. Nyerere, Président fondateur de la République Unie de Tanzanie.

BRIG-GÉNÉRAL Hashim Mbita (à la retraite) fut une figure de proue de la lutte pour la libération en Afrique Australe. Il servit comme Secrétaire Général au Comité de Libération de l'OUA pendant 22 ans, de 1972 jusqu'à 1994 lorsque la libération du sous-continent fut terminée par les élections démocratiques en Afrique du Sud menant au système majoritaire. Le Comité de Libération a fourni et coordonné un soutien matériel pour les mouvements de libération africain qui, pendant 30 ans depuis 1963, se sont battus pour l'indépendance.

Brig-Gen Mbita intitula le rapport final du Comité de Libération *Mission Accomplie*, et le dédia à la "bravoure des combattants de la liberté de l'Afrique, en particulier à la mémoire de ceux qui n'ont pas survécu pour être témoin de l'aube de cette ère en Afrique. Ceci est un hommage à leur courage, un salut aux héros et héroïnes de la libération africaine."

Plus tard, il initia le Projet Histoire de la SADC et en devint son Patron actif, insistant que le financement proviennit uniquement des États Membres et que le travail fut mené dans les États Membres et par les États Membres. Il vit l'exécution de son projet qui fut lancé en 2014. Il décéda à Dar es Salaam le 26 April 2015, âgé de 81 ans.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Août - Octobre 2015

1 août	Journée des Parents	RDC
3 août	Journée des Agriculteurs	Zambie
8 août	Journée du Paysan Nane Nane	Tanzanie
9 août	Journée Nationale de la Femme	Afrique du Sud
10 août	Journée des Héros	Zimbabwe
11 août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
15 août	Journée de l'Assomption	Madagascar, Les Seychelles
17 août	Journée SADC *	Tous
26 août	Journée des Héros	Namibie
31 août	Umhlanga Danse des Roseaux	Swaziland
6 septembre	Journée Somhlolo de l'Indépendance	Swaziland
17 septembre	Journée Nationale des Héros	Angola
18 septembre	Ganesh Chaturthi	Île Maurice
24 septembre	Journée de l'Héritage	Afrique du Sud
25 septembre	Journée des Forces Armées	Mozambique
30 septembre	Journée du Botswana	Botswana
4 octobre	Journée de la Paix et de la Réconciliation Nationale	Mozambique
4 octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
14 octobre	Journée Mwalimu Julius Nyerere	Tanzanie
15 octobre	Fête des Mères	Malawi
24 octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
25 octobre	Elections Générales	Tanzanie

* La Journée SADC n'est pas un jour férié mais une commémoration de la signature du Traité SADC le 17 août 1992

Cette publication attendue de longue date contient des narrations et des récits personnels sur,

- la lutte armée pour l'indépendance dans la Guerre de Libération des pays de l'Angola, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud et Zimbabwe;
- le rôle des États de la Ligne de Front dans la libération de l'Afrique Australe, notamment les États originaux de la Ligne de Front -- Botswana, Tanzanie et Zambie;
- les "pays d'extension" y compris Lesotho, Malawi et Swaziland;
- l'assistance provenant de pays et régions en dehors de l'Afrique australe, en Afrique du Nord et de l'Ouest, la Chine, Cuba, GDR, USSR et une assistance Nordique; et,
- assistance du Mouvement Non-Aligné, l'Organisation de l'Unité Africaine, les Nations Unies, et les organisations solidaires.

La série de neuf volumes contient un volume sur chaque pays actifs pendant la Guerre de Libération de l'Angola, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe; un volume sur les États de la Ligne de Front, surtout les États initiaux - Botswana, Tanzanie et Zambie; un volume sur les pays d'extension - Lesotho, Malawi et Swaziland. Il y a un volume sur les pays en dehors de la SADC; et un volume sur l'assistance provenant d'organisations internationales. Le travail a été compilé par les équipes dans tous ces pays et édité par des historiens tels qu'Arnold J. Temu de la Tanzanie et Joel das Neves Tembe du Mozambique. La publication fut lancée pendant le Sommet SADC de l'année dernière au Zimbabwe par Président R.G. Mugabe, et distribuée aux États Membres au 35^{ème} Sommet SADC au Botswana en août 2015. □

9 volumes 5 000 pages 2 millions de mots 1 000 exemplaires imprimés

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale